



Déclaration des représentants de la  
**FNEC-FP-FO**  
CSA-SD d'Indre-et-Loire du  
2 février 2023

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Ce 1<sup>er</sup> CSA-SD 1<sup>er</sup> degré se réunit dans un contexte de crise politique. Rappelons ici que nous étions plus de 20 000 manifestants à Tours mardi 31 janvier pour dire NON à la réforme des retraites que tente de nous imposer le gouvernement Borne-Macron. Journée de mobilisation qui a été plus forte encore que celle du 19 janvier !

C'est dans ce contexte que le ministre Ndiaye a décidé la suppression de 2.000 postes d'enseignants, soit 1.117 dans le 1<sup>er</sup> degré, pour la rentrée 2023.

Le SNUDI-FO rappelle que le budget de l'Education nationale et ses 2.000 suppressions de postes a été validé par l'utilisation de l'article 49-3, empêchant toute discussion et tout vote des députés à l'Assemblée nationale.

Le SNUDI-FO dénonçait alors une véritable saignée en préparation dans les écoles.

Aujourd'hui, alors que se réunissent les CSA spéciaux départementaux ou les groupes de travail, les personnels prennent connaissance des conséquences des décisions du ministre. Pour notre département ce sont 15 postes en moins !

Ces 15 postes en moins ont pour conséquence la fermeture d'une cinquantaine de classes !

Cela signifie donc pour les personnels des effectifs toujours plus chargés, des remplacements encore moins assurés, de nouvelles suppressions de postes d'enseignants spécialisés, une formation sur temps de classe toujours plus limitée (en témoigne la volonté ministérielle de transférer avec la loi Rilhac la formation des directeurs hors temps de classe), le droit à temps partiel encore remis en cause...

Ces décisions provoquent bien la colère des collègues, des parents, des élus et de nombreux rassemblements s'organisent dans tout le département pour protester contre ces mesures de fermetures. Pour rappel, nous étions 150 personnes réunies devant la Préfecture mercredi dernier à l'appel des organisations syndicales enseignants et des fédérations de parents d'élèves.

Et le gouvernement, non content de dégrader nos conditions de travail, voudrait en plus imposer sa réforme des retraites qui nous infligerait notamment deux ans fermes, deux ans supplémentaires !

Nous exigeons donc le respect de la volonté des enseignants, des parents et des élus soit l'annulation de toutes les fermetures de classe, les ouvertures nécessaires, la création de postes de remplaçants, de postes EFIV et EANA, les places et les postes dans les établissements spécialisés pour accueillir tous les élèves avec respect des notifications MDPH, la réouverture des postes de Rased dont les fermetures décidées par Sarkozy ont été maintenues par Hollande et Macron.